

Thomas Piketty *Capital et idéologie*, Chapitre 14, 'La frontière et la propriété : la construction de l'égalité', 837- 932

L'auteur rappelle la thèse de départ : les inégalités doivent être justifiées par une idéologie, à savoir 'une vision plausible et cohérente de l'organisation sociale et politique idéale' (837), ce qui implique de définir 'les **frontières de la communauté** [qui est accepté et qui est rejeté], l'organisation des **rappports de propriété**, ainsi que l'accès à l'éducation et la répartition de l'impôt', ces deux derniers points n'étant que des corollaires des deux premiers et le terme 'propriété' laissant toujours à désirer.

Il pointe ce qui lui semble le plus problématique dans l'idéologie actuelle : 'la **sacralisation de l'opacité financière et de la fortune méritée**' (837).

Les **élections** sont un indicateur de tendances et nous constatons un **renversement** dans les votes pour les partis 'de gauche', d'un électorat populaire dans les années 1950-80, nous basculons dans un électorat diplômé et de plus en plus aisé à partir des années 1990 ('gauche brahmane').

Comment dépasser le piège du social-nativisme (repli identitaire, rejet de l'autre) (838) et 'dessiner les contours d'une forme de social-fédéralisme et de socialisme participatif' (839) ?

Les positions politiques ne sont pas déterminées par la *classe sociale*, notion elle-même complexe, pas uniquement liée à la profession, aux sources de revenus, mais aussi au diplôme, au réseau familial, au capital culturel, et à la propriété (détention ou non d'un patrimoine) (840). S'y ajoutent éventuellement 'l'âge, le genre, les origines ethniques, les orientations religieuses, alimentaires ou sexuelles'.

Pendant la période 1950-1980, les moins bien lotis votent à gauche et les mieux lotis à droite, donc structure politique 'classiste'. En revanche, la période 1990-2020 connaît un 'système d'**élites multiples**' (841) : d'un côté les plus diplômés, de l'autre les hauts revenus et patrimoine. (Je trouve les explications claires mais n'arrive pas à lire le tableau 14.1)

Le lien avec le diplôme s'est inversé avec le temps (tendance observée en France, au RU, aux États-Unis, tableau 14.2, 844).

Comparaison entre l'évolution idéologique du parti Démocrate, d'abord le parti de l'esclavage et de la ségrégation, puis devenu le parti du New Deal, des droits civiques, de la réduction des inégalités, et la relative continuité idéologique des partis de gauche en Europe. De plus un seul parti plus ou moins progressiste aux États-Unis vs des clivages multiples et profonds dans la gauche européenne.

Pourquoi cette évolution ? La social-démocratie n'a pas développé une réponse convaincante à la mondialisation et à la tertiarisation ; aussi désillusion suite à l'échec du communisme soviétique ; nouveaux clivages (845-6).

(Sources : enquêtes postélectorales, utiles mais insuffisantes. (1) Elles ne se généralisent que dans la 2^e moitié du 20^e siècle, avant il faut se tourner vers d'autres recoupements. (2) Elles

portent sur des échantillons de taille réduite. (3) Les personnes interrogées peuvent biaiser leurs réponses, par exemple en sous-déclarant des votes en faveur de partis stigmatisés comme le FN.) (Une expression récurrente : ‘trajectoires multiples et variées’.)

Les sociétés modernes sont le résultat de la révolution nationale (état centralisé) et de la révolution industrielle, induisant les oppositions Centre vs Périphérie ; État centralisé laïc vs Églises (question scolaire) ; secteur agricole vs secteur industriel ; travailleurs vs employeurs / propriétaires, détenteurs des moyens de production. Il faut y ajouter les clivages ethno-raciaux, une dimension qui s’est renforcée depuis les années 1960.

Piketty examine l’évolution des partis et de leurs résultats électoraux en France entre 1945 et 2020, en divisant le score obtenu par **LREM** entre centre gauche et centre droit et sans avoir pu tenir compte de l’effarante montée de l’extrême droite (Le Pen et Zemmour) !

Baisse de la participation électorale, surtout parmi les classes populaires (860ss). (NB : l’inscription sur les listes électorales ne s’applique pas en Belgique.)

Conclusion (bas de 864) : *‘le régime électoral à base d’élites multiples en vigueur dans les années 1990-2020 . . . oblitère . . . le débat sur la redistribution et s’accompagne du retrait du jeu politique des catégories populaires.’*

Renversement du clivage éducatif, ceci quels que soient l’âge, le genre, la situation de famille, et même les revenus et patrimoines, dans toutes les démocraties occidentales.

Redéfinition des clivages professionnels (872ss). Les ouvriers se détournent des partis de gauche, jugés incapables de les défendre. Pourquoi ce divorce ? Hypothèse sociale (se sentent abandonnés) et hypothèse nativiste (adoptent un vote raciste, anti-immigrés), mais cette explication est imparfaite, notamment vu le désintérêt pour les élections.

La gauche est perçue comme défendant les citadins plutôt que les ruraux (TGV vs petites gares). Elle a favorisé la concurrence, les flux de capitaux, accepté l’écrasement des taux d’imposition sur les tranches supérieures.

Le **système éducatif** reste stratifié, au nom de l’‘élitisme républicain’ ! (concours anonymes mieux que droits d’inscription, mais qui peut s’y préparer ?) + de moins bons enseignants dans les lycées défavorisés. Donc système hypocrite. Pourquoi ne pas allouer différemment les fonds, notamment en primaire. (Collèges privés financés par le public, comme en Belgique.) Tensions entre promesses d’accès à l’enseignement supérieur et manque de moyens ; la compétition entre bacheliers techniques et bacheliers généraux pour des places en IUT est illustrée dans la série *Baron noir* (2016, 885). Les algorithmes anonymes qui allouent les places pourraient être un progrès par rapport aux relations personnelles, mais doivent être transparents et contrôlés par les citoyens, à l’inverse de Parcoursup. Pour les quotas, l’Inde est en fait plus avancée.

Qu’en est-il des clivages par rapport aux **inégalités de revenus et de patrimoine** ? Le tableau 14.12 (un peu confus par la superposition des lignes) indique l’évolution du vote à gauche selon les déciles de revenus (à nouveau je trouve l’absence des 10% du bas gênante pour la

lecture). L'aplatissement de la courbe montre que davantage de riches votent à gauche. Mais actuellement, l'élite des diplômés vote plutôt à gauche (gauche brahmane) et l'élite de l'argent à droite (droite marchande), tout en étant d'accord que réduire les inégalités n'est pas une priorité et en partageant une idéologie du mérite et de l'inégalité juste (888-889). La détention de patrimoine détermine le vote à droite (tableau 14.13, 890).

Les indépendants et les paysans, même les plus pauvres, se méfient des projets 'collectivistes' de la gauche socialo-communiste, ce qui explique un profil relativement plat du vote à gauche dans les bas déciles. Il y a évidemment méprise sur les intentions, mais elles auraient dû être précisées. (Le soutien à l'URSS et la dénonciation du colonialisme expliquent l'impossibilité d'alliance durable entre communistes et socialistes.)

La méfiance des indépendants est alimentée par l'injustice fiscale qui leur fait payer davantage d'impôts que les salariés, défendus par les socialistes et les communistes, ce qui va susciter un mouvement anti-impôt (poujadisme, 1956). Il faut viser la justice fiscale en désamorçant cet antagonisme, ainsi que celui qui oppose ville et campagne (895).

À partir des années 1990, plus question de nationalisation. Gauche brahmane et droite marchande n'ont rien contre les inégalités (justes !), ni contre la mondialisation actuelle. Retour à un partage trifonctionnel, sauf que l'élite guerrière est devenue économique et financière (897). Mais cet équilibre est précaire : le retrait des classes populaires va miner la légitimité du pouvoir et risque de déboucher sur un régime autoritaire ; menace du repli identitaire 'social-nativiste'.

Retour des clivages identitaires et religieux (898ss). Le tableau 14.14 montre l'absurdité de la peur d'une domination musulmane, même si l'enquête était limitée aux personnes enregistrées comme électeurs et que le nombre de musulmans atteint sans doute plus de 8%. Les catholiques pratiquants votent plutôt à droite et les sans dieu à gauche. Les électeurs musulmans votent massivement à gauche parce qu'ils perçoivent l'hostilité des partis de droite qui demandent leur expulsion, leur déchéance de nationalité (comme pour les Juifs sous Vichy ou les immigrés mexicains au début des années 30), ceci malgré des lois comme l'autorisation des mariages homosexuels. S'ajoute l'origine étrangère des ascendants. Et une exacerbation des discriminations et des tensions.

Depuis 2010, on peut distinguer quatre tendances dans l'électorat français : (1) une gauche pro-redistribution, (2) un centre gauche pro-marché, (3) un centre droit pro-marché, (4) une droite nativiste et nationaliste. Autre découpage, qui recoupe partiellement le premier : (1) internationaliste égalitaire (Mélenchon, Hamon), (2) nativiste égalitaire (Le Pen), (3) internationaliste inégalitaire (Macron), (4) nativiste inégalitaire (Fillon). Le groupe le plus nombreux en 2017 était celui des nativistes égalitaires, c'est-à-dire anti-immigrés, pro-pauvres... le FN ! Un cinquième quart : les abstentionnistes (faibles diplômés, faibles revenus, patrimoine inexistant).

L'élection de 2017 marque-t-elle la fin d'un clivage de classes ? Ce découpage pourrait devenir trois tiers, avec dissolution du bloc nativiste inégalitaire entre internationaliste inégalitaire et nativiste égalitaire, ce qui ramène aux trois familles : libéralisme, nationalisme et socialisme (voir note 4, 920). Cette configuration est très instable.

Macron et LREM se présentent comme 'progressistes' – pro-marché, pro-Union européenne, pro-mondialisation – face aux nationalistes archaïques. Image miroir au FN, qui se définit comme patriote face aux globalistes (élite nomade) (922). Mais c'est là une vision fautive et dangereuse. Une vision fautive car elle oublie tous les électeurs véritablement internationalistes et attachés à une distribution juste qui devraient se retrouver sur une plateforme social-fédéraliste. C'est une vision dangereuse parce qu'elle suggère le rejet des immigrés comme seule alternative à l'exploitation capitaliste (voir le national-socialisme).

Rejet très net des politiques de l'Union européenne par les classes populaires, exprimé lors des deux référendums (1992, traité de Maastricht et 2005, traité constitutionnel). De fait, ces politiques favorisent bien l'injustice fiscale et les intérêts des plus nantis (927). Rien à voir avec un nationalisme des gens de peu (contredit par les réponses relatives à l'indépendance de l'Algérie en 1958). Mais pas de changement dans les politiques européennes en direction de plus de justice sociale et fiscale, que du contraire. En 2007 le traité de Lisbonne reprend le traité constitutionnel et en 2012 le TSCG durcit encore les règles sur le déficit.

En France le pouvoir mène une politique pro-européenne et pro-riche qui se manifeste par **l'abolition de l'ISF** (qui devient un impôt sur l'immobilier) et un **taux d'imposition proportionnel sur les revenus du capital** et non progressif comme pour les revenus du travail, en utilisant l'argument de la concurrence fiscale européenne (930-1). L'argument selon lequel les capitaux peuvent disparaître ne tient pas non plus : 'les recettes de l'ISF ont été multipliées par plus de quatre entre 1990 et 2018, alors que le PIB nominal n'a fait que doubler' (930). De plus, s'il y a un problème de contrôle, c'est un **choix politique** ; il est tout à fait possible d'appliquer les mêmes obligations aux capitaux qu'aux salaires. Une imposition globale et progressive est possible et nécessaire. Ne pas l'appliquer en évoquant des prétextes techniques témoigne d'une grande ignorance historique et d'une dangereuse inconscience.